

La dignité comme seule valeur

Dans la réflexion sur le développement durable, la culture prend depuis quelques années une place de plus en plus importante. Pour Jean-Michel Lucas, maître de conférences en sciences économiques et auteur de « Culture et développement durable »¹, les cultures, dans leur diversité, doivent avant tout permettre de « faire humanité ».

Quand, en France, un élu nous parle de culture, il ne met pas longtemps à affirmer son ambition de voir « la culture faire société », pour rassembler autour de valeurs communes « son » territoire, national ou local. Il ajoute aussitôt que la culture doit aussi faire économie et conforter « l'attractivité » de son territoire. Dans le monde ouvert et en tension qui est le nôtre, il n'y a, sans doute, rien à objecter à cette conception « réaliste » de la culture publique. Pourtant, elle perd vite de son évidence dès que l'on prend au sérieux l'enjeu global du développement durable humain.

En effet, pour construire un avenir planétaire supportable, le défi universel est de penser que les cultures, dans leur diversité, parviendront à faire un peu mieux « humanité ensemble ». Pas question d'accepter « la thèse des conflits inéluctables des cultures et des civilisations » où la perspective politique est, au mieux, de tolérer ou de dialoguer avec les cultures étrangères et, au pire, de conduire au « clash des civilisations ». Faire culture commune sur son territoire demeure certes un objectif valable mais uniquement si c'est une voie d'accès pour que les personnes fassent mieux humanité les unes en interaction avec les cultures des autres, conformément aux engagements éthiques que nous avons pris en validant les conventions Unesco sur la diversité culturelle.

Construire une culture commune

En pratique, cette perspective de « faire mieux humanité ensemble » doit se placer au-dessus des enjeux singuliers des acteurs et des territoires. Ainsi, la première responsabilité culturelle publique devrait être de poser les trois balises éthiques auxquelles l'offre de marchandises culturelles comme la volonté d'intégration au territoire devront se soumettre :

- Comment l'action culturelle publique a-t-elle permis aux personnes d'accéder à « plus de libertés » (de conscience, de penser, d'opinion, d'expression, artistique ou non, de parole, d'aller et de venir, de choisir son identité culturelle, etc.) ;
- À ce plus d'humanité, la politique publique adjoindra l'enjeu d'avoir favorisé « plus de capacité », c'est-à-dire une capacité accrue des personnes à réaliser vraiment ce que leur identité culturelle a de « bonnes raisons de valoriser », pour reprendre l'expression du Prix nobel d'économie Amartya Sen, et non ce que leur groupe d'appartenance voudrait leur imposer ;
- Ajoutons, « plus de responsabilités », en entendant par là, qu'au-delà de la consommation de produits culturels, les personnes construisent avec les autres identités des obligations de réciprocité, librement consenties, des relations de solidarité et de reconnaissance (avec empathie, respect et estime).

Sous l'empire de ces trois balises nécessaires pour penser le développement durable humain, les relations à l'art et à la culture partagée se construisent par la palabre entre personnes en dignité, disposant de la plénitude de leurs droits fondamentaux et admises comme « parties prenantes » de la construction de la culture commune.

Alors pourquoi attendre puisqu'aucun parti n'a dénoncé ces accords Unesco ? Nous prenons du retard dans la conquête d'une humanité durable, faite de l'interconnexion des cultures en dignité. Ou mieux encore, faite de nos cultures en archipels se nourrissant mutuellement de la « créolisation du monde », pour inciter à la lecture d'Édouard Glissant.

● Jean-Michel Lucas, Doc Kasimir Bisou

1. Culture et développement durable, il est temps d'organiser la palabre, éditions Irma, 2012.